



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION

SÉLECTION D'UN PRESTATAIRE POUR ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROJET I-BE

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(CABINETS DE CONSEIL)

Réf : DP-CE-IBE-002

1. **Le Ministère de l'Économie et des Finances** a obtenu du Fonds international de développement agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du **projet d'économie bleue inclusive (I-BE), Don DSF N° 2000004110** et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil.
2. L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses agents, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du **projet d'économie bleue inclusive (I-BE)**.
3. Les services de conseil ("les services") comprennent **l'évaluation à mi-parcours du Projet I-BE. La période de mise en œuvre de cette activité est de douze (12) mois.**
4. Le présent appel à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis général de passation de marchés publié dans le journal, **Le Nouvelliste, N° 42187 du vendredi 14 mars 2025** et sur le site web de l'UTE à la même date.
5. **Le Ministère de l'Économie et des Finances** ("le client") invite à présent les cabinets de conseil admissibles (les "consultants") à manifester leur intérêt pour la prestation des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de donner des informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants intéressés sont tenus de compléter le modèle relatif à la manifestation d'intérêt auquel renvoie le lien ci-après <https://www.ute.gouv.ht/wp-content/uploads/2026/05/20260515-modele-a-remplir-dp-ce-ibe-002-evaluation-a-mi-parcours-pour-insertion-dans-ami.doc> et disponible sur le site de l'UTE/MEF <https://www.ute.gouv.ht/> afin de l'envoyer à l'adresse indiquée ci-dessous.
6. Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme¹ et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations². Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations

¹ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41942012>

² Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40189695>.

se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles³. En soumettant le présent document, vous certifiez avoir lu et compris la Politique de confidentialité, et acceptez d'être liés par celle-ci⁴.

7. Le consultant ne peut être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout consultant qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors qu'un consultant, les membres de son personnel ou les sociétés qui lui sont affiliées a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, b) répondent à plusieurs appels à manifestation d'intérêt dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés, c) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction de l'acheteur ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution de ce dernier. Le consultant est en permanence tenu de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgation de telles situations peut notamment entraîner son exclusion, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.
8. Les règles ci-après relatives aux conflits d'intérêts devront s'appliquer au recrutement, au sein de l'équipe proposée par le consultant, d'agents de la fonction publique ou de membres du personnel du client :
 - a) Aucun membre du conseil d'administration du client ni aucun membre du personnel qu'il emploie actuellement (à temps partiel ou à plein temps, rémunéré ou non, en congé ou non, etc.) ne peut être proposé pour travailler, ni travailler, ni comme consultant ni pour le compte d'un consultant ;
 - b) Sous réserve des dispositions de la clause 8.6 d), aucun agent de la fonction publique actuellement en poste ne pourra travailler comme consultant ni pour le compte d'un consultant au sein de son propre ministère, service ou organisme ;
 - c) Un ancien agent de la fonction publique ou un ancien employé du client pourra être recruté pour la prestation de services destinés à son ancien ministère, service ou organisme, sous réserve qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts ;
 - d) Si un consultant présente, dans sa proposition technique, un agent de la fonction publique comme membre de son personnel, celui-ci doit disposer d'une attestation écrite de l'Administration confirmant: i) que l'intéressé sera en congé sans solde à compter de la date de soumission officielle de la proposition et le restera jusqu'à la fin de sa mission auprès du consultant et qu'il est autorisé à travailler à plein temps en dehors du poste officiel qu'il occupait; ou ii) que l'intéressé démissionnera ou prendra sa retraite au plus tard à la date de l'attribution du marché. Les personnes visées aux points i) et ii) ne pourront en aucun cas être chargées d'approuver l'exécution du présent marché. Le consultant devra joindre cette attestation à la proposition technique qu'il remettra au client.
 - e) Si un consultant envisage de faire appel aux services d'une personne à laquelle s'appliquent les clauses 8.6 a) à 8.6 d) des instructions à l'intention des consultants, et qui

³ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante:
<https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40738506>

⁴ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante :
<https://ifad.org/fr/privacy>.

aurait quitté le client depuis moins de douze (12) mois avant la date du présent appel à propositions, il devra obtenir du client un avis écrit de non-objection avant de pouvoir soumettre sa proposition.

9. Les consultants seront sélectionnées selon la **sélection fondée sur la qualification des consultants (QC)** expliquée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.
10. Les critères de présélection devant être justifiés par des preuves (contrat ou certificat de bonne exécution) sont les suivants :

Expérience générale pertinente du Consultant

- Justifier au moins sept (7) ans d'expérience générale pertinente.

Expérience spécifique du Consultant

- Avoir réalisé au moins cinq (5) évaluation de projets de développement dont une (1) en milieu rural. Il s'agit d'évaluations types ligne de base, mi-parcours, finale et étude d'impact incluant obligatoirement la conception de l'enquête et l'échantillonnage.
- Avoir réalisé au moins trois (3) études à mi-parcours pour des projets de développement d'envergure (enveloppe budgétaire d'au moins USD 10M).
- Avoir assuré la gestion de fonds d'un montant minimum de cent mille dollars des États-Unis d'Amérique (USD 100,000.00).

Qualification financière du Consultant

- Le Consultant devra démontrer une capacité financière adéquate à travers des états financiers audités attestant d'un chiffre d'affaires annuel moyen minimal de USD 125,000.00 sur les trois dernières années, ainsi que la disponibilité de ressources financières ou facilités de crédit d'un montant minimum de USD 30,000.00.

Personnel clé du Consultant

Le Consultant devra présenter une équipe qui comprendra au moins :

- Un (1) Coordonnateur ou chef d'équipe de l'étude, de niveau supérieur avec un diplôme post-gradué (de préférence master ou équivalent) en économie, statistique, économie agricole ou domaine connexe ; au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle générale pertinente ; au moins cinq (5) ans d'expériences dans la conduite d'évaluations d'impact, d'exécution et d'analyse de grandes enquêtes quantitatives ; au moins quatre (4) ans d'expériences en matière de collecte et d'analyse de données sur les ménages et agricoles et pourvu de capacité de coordonner des équipes et d'assurer la communication des rapports en temps opportun. La maîtrise du français, l'anglais et l'espagnol sont nécessaires.
- Un (1) expert en exécution des enquêtes et en supervision sur le terrain de niveau supérieur avec un diplôme post-gradué (de préférence master ou équivalent) en économie, économie rurale, agroéconomie, sociologie, développement rural ou tout autre domaine connexe ; ayant une expérience professionnelle pertinente d'au moins dix (10) ans et avoir conduit au moins cinq (5) enquêtes socio-économiques auprès de ménages de producteurs ruraux.
- Un (1) chercheur en socioéconomie, titulaire d'un diplôme de niveau master ou équivalent en économie, économie agricole ou domaine connexe ; justifiant d'au moins sept (7) ans d'expérience professionnelle générale pertinente ; disposant d'au moins cinq (5) ans d'expérience dans l'analyse de données d'enquêtes à l'aide du logiciel STATA ou de logiciels équivalents (SPSS, SAS, Kobo, Toolbox) ; ayant au moins quatre (4) ans d'expérience en statistiques et économétrie ; et démontrant une bonne capacité de rédaction et de synthèse en français.

- Un (1) informaticien spécialiste de la saisie et des bases de données, titulaire d'un diplôme de niveau master ou équivalent en statistiques, économie, économie rurale/agricole ou tout autre domaine pertinent ; justifiant d'au moins sept (7) ans d'expérience professionnelle générale ; disposant de trois (3) ans d'expérience spécifique avérée dans la conduite d'études socioéconomiques de grande envergure, notamment dans la conception d'outils de collecte, le développement et la gestion de bases de données ainsi que l'analyse de données à l'aide de logiciels spécialisés tels que STATA, SPSS, SAS ou équivalent.
 - Postes minimum de personnel de soutien (recommandé) : Superviseurs sur le terrain, Enquêteurs, Techniciens de la saisie des données (voir TDRs dans le lien ci-devant)
11. Des consultants peuvent s'associer entre eux comme co-entreprises ou sous-consultants afin d'être mieux qualifiées.
 12. Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à manifestation d'intérêt devra être envoyée par courriel à l'adresse ci-après passation.marches@ute.gouv.ht le **30 mai 2026 à 15 h (heure locale) au plus tard**. Le client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements avant le **1^{er} juin 2026, 15 h (heure locale)**.
 13. Les manifestations d'intérêt doivent être remises sous forme écrite au moyen des formulaires prévus à cet effet. Elles devront être soumises via la plateforme [https://ute-gouv-ht.bonfirehub.com](https://ute-gouv.ht.bonfirehub.com), le **5 juin 2026 à 11 h (heure locale) au plus tard** ou par dépôt physique à l'adresse ci-après.

Unité Technique d'Exécution
Ministère de l'Économie et des Finances
12B, Rue Latortue, Musseau,
Delmas, Haïti, HT 6120